

**Consultation publique de la CRE sur le développement
de capacités fermes de transport de gaz naturel de la
France vers la Belgique**

Réponse de POWEO

Commentaire général

On peut douter du bien fondé d'un tel projet si l'on s'en tient à la comparaison offre/demande actuelle pour un produit de ce type puisque la capacité existante n'est déjà pas souscrite dans sa totalité : « [la capacité rebours à Taisnières] a été souscrite à hauteur de 45 GWh/j en moyenne en 2009 sur 122 GWh/j disponibles et a été très peu interrompue jusqu'à présent » (p. 7).

On en déduit que la demande des expéditeurs présents en zone Nord GRTgaz, y compris ceux détenant des capacités d'entrée au PIR Dunkerque, est déjà largement satisfaite aujourd'hui.

En conséquence, seuls les futurs expéditeurs présents sur le terminal de Dunkerque LNG devraient être intéressés par réserver de la capacité de la France vers la Belgique. Il faudrait alors bien s'assurer que le tarif préférentiel qui leur serait appliqué (35% du prix annoncé -70% au titre « conditionnel » et 50% au titre « proximité ») permet de couvrir le montant des investissements envisagés.

En outre, s'il s'avère que l'intérêt est effectivement limité aux expéditeurs du projet de terminal de Dunkerque LNG, il serait sans doute préférable que ces derniers réalisent une canalisation directe à leur frais et pour leur usage exclusif.

Plus généralement, Poweo considère que ce projet ne règle pas le problème de fond qu'est l'odorisation du gaz naturel à l'entrée sur le territoire français rendant impossible toute réexportation vers l'Allemagne ou la Belgique. Au contraire, il représente une claire tentative de contourner les désagréments de la réglementation actuelle (si ce n'est la réglementation elle-même) et n'est finalement justifié que par la seule existence de ces désagréments.

Avant d'envisager de coûteux investissements, il serait nettement plus convenable de commencer par s'interroger sur le bien fondé de la réglementation en vigueur dont une modification permettrait de résoudre à moindre frais de nombreuses problématiques propres à la France qui ne se posent pas chez nos voisins Belges et Allemands. Ainsi, ces investissements excessifs ne seraient plus nécessaires et l'on éviterait par la même occasion d'engendrer une situation de claire discrimination (ce que propose en l'état le document de consultation) entre les expéditeurs du réseau Français.

Q1 Pour vous, la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par le biais de la création d'un nouveau point d'interconnexion présente-t-elle un intérêt ?

De manière générale, la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique est susceptible de présenter un intérêt. Toutefois, il n'y a pas réellement de différence entre capacités fermes physiques ou capacités fermes contractuelles pour un expéditeur. Le faible intérêt actuel des expéditeurs pour la capacité contractuelle existante dont l'expérience montre qu'elle est quasi-ferme laisse à penser que l'intérêt commercial d'une telle possibilité est très limité, a minima à court ou moyen terme.

S'agissant plus particulièrement de la création d'un nouveau point d'interconnexion physique, Poweo estime qu'elle ne présente pas d'intérêt pour les expéditeurs hormis éventuellement pour les futurs expéditeurs du projet de terminal méthanier Dunkerque LNG.

Par ailleurs, Poweo s'étonne qu'il ne soit pas fourni plus d'information sur le schéma cible côté Belgique, d'autant que la création d'un nouveau point pourrait être l'occasion de commercialiser des capacités couplées.

Enfin, une telle canalisation pourrait également entraîner la création de nouvelles capacités physiques de la Belgique vers la France ; or ce point n'est pas évoqué dans le document de la consultation.

Q2 Que pensez-vous des produits de capacité de sortie au point d'interconnexion de Veurne envisagés dans l'Open Season entre la France et la Belgique ?

Pour commencer, la possibilité de proposer des capacités fermes en sortie à Veurne n'est possible que grâce au flux minimum constaté à l'entrée du PIR Dunkerque : cette capacité ferme est donc conditionnée à la persistance de tels flux à l'avenir. GRTgaz prévoit-il de mettre en place un schéma de flux contraints ? Le document de consultation n'évoque pas ce point particulier. En l'absence d'un tel schéma, quelle garantie fournira GRTgaz sur la fermeté de la capacité ? En présence d'un tel schéma, ne serait-il pas plus simple de contraindre les flux de la Belgique vers la France à Taisnières pour rendre ferme la capacité rebours actuelle ?

Ensuite, Poweo constate que le schéma proposé suppose de créer un nouveau type de capacité dite « conditionnelle ». A ce sujet, Poweo s'étonne que cette capacité soit réservée aux expéditeurs présents sur le terminal de Dunkerque LNG et pense que cette capacité conditionnelle devrait être accessible également aux expéditeurs acheminant du gaz depuis le PIR Dunkerque puisque comme nous l'expliquons dans le paragraphe précédent, les flux en sortie à Veurne sont conditionnés à l'existence de flux entrant à Dunkerque, indifféremment PIR ou PITTM. De manière plus générale, l'introduction de cette nouvelle notion n'est pas sans engendrer de sérieuses questions de discrimination parmi les expéditeurs actifs sur le réseau français.

Enfin, si la création d'un nouveau type de capacité dite « conditionnelle » devait être confirmée, il nous semble que certaines capacités interruptibles sur la liaison Nord-Sud devraient être requalifiées en « capacité conditionnelle ».

Q3 Que pensez-vous de l'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion de Veurne depuis le PIR Dunkerque ou le terminal méthanier de Dunkerque LNG ?

Poweo n'est pas favorable à l'introduction de cette nouvelle exception tarifaire entre un point d'entrée sur le réseau et un point d'interconnexion avec un réseau adjacent. Cette exception tarifaire serait contraire au principe du tarif entrée/sortie s'appliquant aux zones d'équilibrage et aux PEGs. Contractuellement, faudrait-il considérer que le gaz entrant au PIR Dunkerque ou via le projet de terminal méthanier de Dunkerque LNG et sortant par Veurne est passé par le PEG ou non ? Dès l'instant que le gaz est entré par un PIR ou un PITM il semble juste de considérer qu'il est entré sur le réseau français et à ce titre sur une zone de PEG. Ainsi, en quoi ce même gaz devrait-il être traité différemment que tout autre gaz de provenance indéterminée déjà présent sur le PEG ? Si une différenciation devait être faite, il faudrait considérer que le gaz entrant au PIR Dunkerque ou via le projet de terminal méthanier de Dunkerque LNG et sortant à Veurne n'est pas entré sur le réseau français. Comment alors le distinguer du même gaz entré au même PIR ou au même PITM et revendu directement sur le PEG ? Ces questions soulèvent naturellement de fortes présomptions de distorsion de concurrence.

En outre, il est important de noter que le tarif de proximité proposé ici diffère assez nettement du tarif de proximité actuellement en vigueur pour les nouvelles installations industrielles de grande puissance. En effet, ce dernier a été mis en place pour inciter les investisseurs à positionner les nouvelles installations industrielles aux endroits les plus optimaux quant à la gestion du réseau gaz. Dans le cas présent, l'introduction d'un tarif de proximité ne représenterait en rien une incitation à l'investissement sur une localisation optimisée par rapport au réseau existant. D'une part, le Franpipe ne constitue pas un nouvel investissement ce qui devrait écarter de cette logique le PIR Dunkerque, d'autre part il n'est pas démontré que la localisation de Dunkerque est la plus optimale en termes de coûts de raccordement d'un nouveau terminal méthanier au réseau de GRTgaz.

Par conséquent, il convient de rejeter l'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion de Veurne depuis le PIR Dunkerque ou le projet de terminal méthanier de Dunkerque LNG.

Q4 Que pensez-vous de la différence de tarification pour les capacités fermes et les capacités conditionnelles ?

Dans la mesure où ces capacités conditionnelles sont en réalité des capacités fermes réservées aux expéditeurs qui ont le privilège d'avoir accès à un point d'entrée spécifique, Poweo s'oppose à ce que ces expéditeurs bénéficient d'un rabais supplémentaire.

Q5 Etes-vous favorable à la tarification envisagée concernant les capacités développées grâce à la station de désodorisation à Taisnières H ?

Le tarif proposé ne semble pas très incitatif.

Q6 Voyez-vous un intérêt à la fixation d'un quota de capacités de court terme au point d'interconnexion de Veurne ?

Poweo y est favorable.

Q7 Que pensez-vous du déroulement envisagé pour l'Open Season ?

Comme lors d'autres consultations récentes, Poweo s'étonne de la rapidité du déroulement envisagé, incompatible avec les processus de décision des entreprises.

Q8 Que pensez-vous des durées d'engagements qui pourraient être demandées au marché ?

Ne se prononce pas.

Q9 Que pensez-vous du calendrier envisagé ?

Il faut adapter le cas échéant le calendrier de façon à permettre la mise en œuvre éventuelle des capacités « rebours fermes » telles qu'elles sont préconisées à la question 10.

Q10 Selon vous, la mise en place de capacités « rebours fermes » de la France vers la Belgique grâce à des mécanismes de type « engagement de flux » présente-t-elle un intérêt par rapport aux capacités rebours existantes ?

Les mécanismes permettant de mettre en œuvre les capacités de « rebours fermes » ou « conditionnels » doivent être promus en priorité car ils permettent d'optimiser l'utilisation du réseau existant pour améliorer la fluidité du marché sans occasionner d'investissements supplémentaires.

Q11 Avez-vous d'autres remarques ?

Non.